Macron, c’est la guerre avec la Grande Bretagne sur fond de Brexit

écrit par Fallaci | 17 mai 2017

Macron c’est le système, c’est la dictature européenne, c’est la mort des nations, c’est le désir d’en faire baver à ceux qui ne veulent pas de l’UE, de l’immigration, de l’islamisation.

Brexit : la ligne dure à l’épreuve de la réalité.

Le Premier ministre britannique Theresa May avait déjà prévenu que son pays n’accepterait jamais de payer l’énorme facture que Bruxelles voudrait lui présenter pour le Brexit, soit entre 60 et 100 milliards d’euros.

Dans une interview publiée dans le Daily Telegraph samedi, Boris Johnson, le ministre des Affaires étrangères, va plus loin : si Bruxelles ne change pas de ton, le Royaume-Uni pourrait bien lui aussi présenter une facture estimée à 14 milliards de livres sterling au titre de ses parts dans les actifs et biens immobiliers de l’UE. Boris Johnson, qui avait milité pour la sortie de l’UE quand il était encore maire de Londres, a aussi averti ses partenaires européens que, s’ils s’entêtaient dans de telles revendications « absurdes » et « grotesques », le Royaume-Uni quitterait la table des négociations et opterait pour un Brexit « dur », c’est-à-dire sans traité.

Une ligne dure

L’élection d’Emmanuel Macron en France pourrait bien ne pas arranger les choses dans l’approche idéologique de la négociation sur le Brexit côté européen. Le nouveau président français, partisan de négociations très dures sur le Brexit, avait déclaré en mars dans le magazine Monocle que la décision prise par les Britanniques de quitter l’UE était un « crime » et que la Grande-Bretagne allait tomber en état de « servitude ». Le Parlement européen, de son côté, s’est choisi comme négociateur pour le Brexit un de ses européistes les plus fanatiques : l’ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, actuel président du groupe libéral (ADLE).

Cette ligne dure risque d’avoir de lourdes conséquences pour les entreprises des deux côtés de la Manche et aussi pour les quelque trois millions de résidents européens au Royaume-Uni, parmi lesquels plus de 300 000 Français. Ces résidents étrangers, pour beaucoup originaires de l’ex-Europe de l’Est, sont la priorité du Groupe de Visegrád (Pologne, Tchéquie, Slovaquie et Hongrie) dont les ministres aux Affaires européennes ont déclaré jeudi à Londres refuser toute stratégie punitive dans les négociations sur le Brexit. D’autres pays attachés au libre-échange, comme l’Irlande, les Pays-Bas et les pays nordiques, ne voient pas d’un trop bon œil cette volonté de mener la vie dure aux Britanniques plutôt que de rechercher la préservation des intérêts mutuels. Même en Allemagne, dont le Royaume-Uni est le troisième marché à l’exportation, la communauté des affaires commence à s’inquiéter à haute voix du risque d’absence d’accord avec Londres.

https://present.fr/2017/05/15/brexit-ligne-dure-a-lepreuve-de-realite/